

ÉCONOMIE

Droits de douane : ultimes tractations avant le couperet de Donald Trump

Washington annonce des accords imminents et l'envoi d'une série de lettres assorties de taxes unilatérales.

Armelle Bohineust

Espoir d'obtenir toujours plus en multipliant les décisions arbitraires et les allers-retours ? Goût du suspense ? Donald Trump continue son jeu visant à faire plier les partenaires commerciaux des États-Unis.

Lundi, la quasi-totalité des pays de la planète était dans l'incertitude et l'attente de son diktat. Et dans une confusion alimentée par les annonces parfois contradictoires de Washington. Le président américain a déclaré que les États-Unis étaient sur le point de finaliser des accords avec certains partenaires commerciaux. Il a aussi annoncé qu'il enverrait lundi une première série de 12 à 15 lettres à autant de partenaires commerciaux, mentionnant la surtaxe qu'il compte mettre en place sur leurs produits entrant sur le sol américain. Lundi, le secrétaire au Trésor Scott Bessent a, de son côté, évoqué à la fois « 18 partenaires importants » et des annonces dans les prochaines 48 heures. Washington a par ailleurs indiqué qu'une centaine d'autres pays recevraient d'ici le 9 juillet une lettre comminatoire informant des sanctions décidées unilatéralement. Et applicables au 1er août.

De nombreux pays dans la ligne de mire

Le 2 avril, Trump avait annoncé des droits de douane d'au moins 10 % mais souvent exorbitants : 50 % pour le Lesotho, 20 % pour l'Union européenne, 34 % pour la Chine avant une escalade qui a conduit un temps à un quadruple-

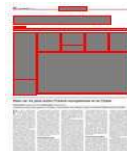
ment des taux ciblant Pékin. Le président républicain avait ensuite limité les taxes douanières annoncées à 10 % jusqu'au 9 juillet, afin de laisser à ses partenaires le temps de négocier. Seuls deux pays y étaient parvenus début juillet : le Royaume-Uni qui écope de taxes de 10 % et le Vietnam qui subit une peine unilatérale de 20 %.

Sans accord, les droits de douane américains sur la plupart des importations sont censés passer des 10 % actuels aux taux annoncés par Donald Trump le 2 avril. « Le président enverra des courriers à certains de nos partenaires commerciaux disant que s'ils ne font pas avancer les choses alors, le 1er août, ils retourneront, tel un boomerang, au niveau des droits de douane du 2 avril », a expliqué le ministre américain du Trésor, Scott Bessent, sur la chaîne CNN. Selon Donald Trump, toutefois, les taxes pourraient aller jusqu'à « 60 % ou 70 % ».

L'Union européenne espère arriver à un compromis. La présidente de la commission Ursula von der Leyen, qui dit avoir eu un « bon échange » téléphonique dimanche avec Donald Trump, juge toutefois « impossible » de parvenir à un accord complet avant la date limite du 9 juillet. Les négociations sont d'autant plus compliquées que, comme toujours, au final Donald Trump tranche seul et de façon parfois irrationnelle. Et qu'il n'aime guère l'Union européenne, qu'il qualifie d'« ennemie » et a menacé d'une surtaxe de 50 %, bien supérieure au projet du 2 avril. En face, l'UE balance entre deux stratégies : promouvoir un accord commercial ra-

pide mais moins favorable, un parti soutenu par Berlin, ou miser sur son propre poids économique pour tenter de négocier un meilleur résultat. Dans les discussions en cours, le retrait de la « revenge tax » sur les intérêts américains détenus par les investisseurs étrangers aurait permis, selon des proches des négociations, de lever un gros caillou dans la négociation, tout comme la mise à l'écart par l'UE des services numériques.

Beaucoup de pays sont dans la ligne de mire acrimonieuse de Donald Trump. Le Japon, trop rebelle dans les négociations en cours, et la Corée du Sud ont été menacés lundi soir de taxes supplémentaires de 25 %. Les pays émergents ou en développement regroupés au sein des « Brics » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Iran, Arabie saoudite, Malaisie, Émirats arabes unis, Vietnam, etc.) et réunis lundi au Brésil en format sommet, sont également dans le viseur du locataire de la Maison-Blanche. Celui-ci promet d'imposer une taxe supplémentaire de 10 % à tout pays s'alignant sur les politiques « anti-américaines » de ce groupe, dont les membres se plient pourtant à sa volonté, comme une vaste partie de la planète. Jakarta vient ainsi d'annoncer l'importation de plus de 1 million de tonnes de blé américain par an pendant cinq ans, pour 1,25 milliard de dollars, dans l'espoir d'éviter des droits de douane trop élevés. ■



REUTERS/KEN CEDENO

Le président (ici, à la Maison-Blanche, le 4 juillet) menace l'UE, qu'il qualifie d'« ennemie », d'une surtaxe de 50 %, bien supérieure au projet du 2 avril.

